



Extrait du Association pour l'Économie Distributive

<https://www.economiedistributive.fr/Apprivoiser-le-monstre>

# Apprivoiser le monstre

- La Grande Relève - N° de 1935 à nos jours... - De 1988 à 1997 - Année 1988 - N° 870 - août-septembre 1988 -

Date de mise en ligne : mercredi 15 juillet 2009

Date de parution : août 1988

---

**Copyright © Association pour l'Économie Distributive - Tous droits réservés**

---

Ce titre d'un article signé par M. Fred BERGSTEN dans "The Economist" du 7 Juillet 1988 est surmonté d'un dessin que nous reproduisons en couverture : il représente la Maison Blanche avec l'écriteau "A Vendre".

Enfin la vérité du credo capitaliste américain ?

Fred BERGSTEN, directeur de l'Institut d'Économie Internationale de Washington et ex-expert de gouvernements républicain et démocrate, précise les risques et les remèdes obligés de la dette financière américaine.

Il fait un bilan chiffré du château de cartes d'expédients autorisé depuis 1985 par l'équipe REAGAN pour masquer le déficit ; dans une course à l'abîme (profitable aux seuls spéculateurs informés) le "monstre" est devenu terrifiant pour les apprentis sorciers, et voici venir les pertes pour tout le monde.

- Au début de 1968 la crise de l'or s'était soldée par une surtaxe sur les revenus, payant pour la guerre du Vietnam et la "Grande Société" de JOHNSON.

- Fin 1978, la chute libre du dollar avait conduit le gouvernement à durcir sa politique fiscale, et la Banque Fédérale de Réserve à augmenter les taux d'intérêts pour ramener le taux d'inflation au dessous de 10 %.

- Aujourd'hui les déficits jumeaux de la balance commerciale et du budget sont payés par des emprunts mensuels de 10 à 15 milliards de dollars sur le reste du monde. Alors deux questions s'imposent au monde économique et financier :

1°) Les autorités financières parviendront-elles à temporiser jusqu'à la fin de l'année 1988 ?

2°) Les Etats-Unis attaqueront-ils leur déficit dès Janvier 1989 ?

Car il faudrait une crise majeure pour que l'équipe sortante s'y risque avant l'élection de Novembre prochain.

### BILAN

Au rythme actuel de l'excellent redressement économique américain, l'équilibre de la balance commerciale en volume serait établi vers 1990. Mais en valeur, aucun scénario ne permet de l'abaisser au-dessous de 100 milliards de dollars, car le prix des importations, gonflé par la baisse du dollar, et la hausse sur les services de la dette vont accroître le coût relatif des importations.

### AJUSTEMENTS OBLIGÉS

Le déficit de la balance des comptes courants se maintient à 150 milliards de dollars ; les coûts du service de la dette, 50 milliards. Il faut donc un surplus de 200 milliards pour redresser la balance. En valeur réelle, il faut améliorer le commerce extérieur de 250 milliards soit plus de 6 % du revenu national brut. Il serait possible d'y parvenir en cinq années, en consacrant 1 % du produit annuel (qui augmente de 2,5 à 3 % par an) au redressement commercial ; ce qui veut dire économiser 1 % sur la croissance, au lieu de surdépendre 1 % comme l'ont fait les États-Unis depuis au moins cinq ans.

Au plan international, il faudrait que les pays bénéficiaires du déficit acceptent de diminuer leurs ventes aux États-Unis, le Japon de 100 milliards, la RFA de 70 milliards, et les nouveaux exportateurs comme Taïwan de 30 milliards de dollars.

A l'intérieur, les consommateurs devront persévérer dans leur baisse du train de vie ; la plus sûre technique serait de rogner le déficit du budget fédéral d'au moins 30 à 40 milliards de dollars.

Mais, si les pays prêteurs n'augmentaient pas leur consommation intérieure et si le taux de change du dollar tombe au-dessous de 10 %, le plein emploi actuel relancerait l'inflation et la hausse du taux d'intérêt, et des conséquences encore plus pénibles seraient inévitables : c'est ce que les techniciens appellent le "hard landing" ; ou "l'atterrissage en chute libre".

A partir de telles conditions, les scénarios sont multiples, et chacun peut s'y risquer. J'essaye ici

## Apprivoiser le monstre

d'inviter l'idéal, et de discuter celui qui me paraît le plus probable et qu'il faudrait anticiper pour y préparer des voies de recours.

L'idéal

La fin-de-crise, ce serait que cette chute ne soit fatale qu'au seul vrai responsable du déficit, qui est le monopole du crédit financier. Ce pouvoir de la création et de la gestion bancaires, co-opté discrètement entre quelques "agents" internationaux, reste exploité à leur profit de façon désastreuse pour l'économie réelle ; au lieu de la servir en maximisant les productions à investissement humain définies par la recherche et la statistique économique, nos maîtres spéculent de plus en plus sur la valeur immédiatement vénale du crédit financier qu'ils nous imposent, au terme du plus grand abus de confiance (et du chantage exercé sur nos gouvernants) que l'histoire ait connu. Que la guerre nucléaire soit leur limite ! C'est la nation la plus riche et la mieux apte au développement qui "doit", dans un tel système, secréter la plus forte dette. La relance du plein emploi aux Etats-Unis aura coûté 250 milliards de dollars visibles. Si le "hard landing" avait lieu avant Novembre prochain, pour combien l'actuel gouvernement des Amériques serait-il mis aux enchères ? Souhaitons que le dessin en tête de l'article de Fred GERGSTEN ne soit qu'une menace rétrospective sans actualité. A l'évidence, Ronald REAGAN, manoeuvré, n'était responsable qu'au premier degré ; son équipe a tout de même restauré le moral collectif et maintenu la force d'innover dans le pays, qui a exorcisé les obsessions mentales de l'Américaine "forteresse contre les rouges, ...jaunes", et semble lui rendre conscience plus claire des formes nécessaires dans la politique latino-américaine. Si on écarte le désastre, que pourrait-il se passer fin Novembre 1988, à 13 mois du lundi noir ? Le peuple américain mériterait qu'on soit clair sur les réalités en amont du discours de BERGSTEN, un bilan de guerre mondiale pratiquement perdue.

L'idéal, ce serait que les autres pensants à la tête des deux grands partis se concertent secrètement pour préparer une investiture d'un nouveau style. Il faudrait un gouvernement d'union sacrée, avec un groupe d'hommes sûrs aux postes-clés, du FBI à la Federal Reserve Bank ; des mesures de préparation tactique pour empêcher les maîtres du monopole de saper la forme constitutionnelle : la mobilisation nationale immédiate des instituts d'évaluation, d'émission et d'investissement américains, et des dix plus grosses directions bancaires, sous contrôle permanent par les commissions des finances du Sénat et de la Chambre des Représentants, aux termes d'un Amendement clair et bref à la Constitution des Etats-Unis ; l'ouverture d'un débat public sur la réalisation stable de la forme. La majorité des actuels cerveaux de presse et d'affaires ne tarderait pas à se rallier à un système ainsi assaini.

Alors l'Europe pourrait voir venir en 1992 avec des chances de se fédérer librement, et de restituer à ses régions l'autonomie de gestion. Pour la France cette décentralisation réelle libérerait le dynamisme et les ressources des régions, et permettrait l'entrée dans la Pax Europæa qui ne s'est amorcée aujourd'hui que dans les groupes de chercheurs et d'artistes.

La grande rigueur probable

Ce que suggèrent au contraire tous les "experts" est une toute autre morale. Les successeurs de REAGAN sont voués à la faillite s'ils n'imposent pas dès 1989 une mégarigueur au peuple américain, dont les européens subiront l'amer contrecoup. Le chantage à la finance n'est pas une simple manoeuvre électorale antirépublicaine, il pèse effectivement sur toutes les économies Occidentales. Mais on cherche en vain qui, aux Etats-Unis, contesterait l'abus du monopole du crédit sur l'économie ? Fascinés par la vitesse du spectacle, les "experts" ne voient pas encore la vieille supercherie mortelle des metteurs en scène du Crédit ; ils supposent équivalents le crédit bancaire visible et le crédit réel mal analysé ; ils confondent les gains économiques avec les profits boursiers. Le mythe du progrès-s-bonheur et du profit-roi leur est si naturel qu'il faudrait

## Apprivoiser le monstre

---

un renversement foudroyant des "valeurs" nationales pour qu'ils dénoncent le chantage des banques. Comme le dicte F. BERGSTEN dans son article, ils vont accepter ce chantage et payer leur dette aux maîtres du crédit, aggravant ainsi leur déclin économique ; mais ils vont faire payer en partie ce déclin à leurs alliés européens. A nous.

Il est donc stratégique d'apprécier les risques d'entraînement que leur système bancaire en difficulté pourrait imposer à l'économie des douze. C'est par les banques allemandes que la pression risque de s'exercer sur nous.

Il faut ne s'intégrer à l'eurofinance que de façon réversible et réversible. Il faut préparer des tactiques de défense contre les investisseurs étrangers et contre la spéculation chez nous. Ne nous endormons pas, comme les Britanniques au milieu du siècle, dans de stériles débats politiques :

- Oui, le monopole capitaliste bancaire menace notre économie encore trop dépendante de l'extérieur.
- Oui également, nous ne survivrons que si nous innovons par l'évaluation prospective de la valeur-profit des productions, mesure potentielle du crédit, vérifiée par l'épreuve du marché réel. Cela n'implique pas une tyrannie du profit bancaire à n'importe quelle condition. Au contraire.

A nous aussi d'éloigner le monstre en ne le laissant plus entrer chez nous, et en regardant enfin, avec la rigueur critique véritable qui fait défaut à nos Barre et Bérégovoy réunis jusqu'à présent, nos circuits de production et d'échanges, ce que le progrès informatique permet plus facilement chaque jour.

La France peut redevenir pionnière en ces matières grâce à son originalité sociale, à son goût inné de liberté et de terroir, à ses richesses intrinsèques et à l'énergie de ses générations montantes.

Seule cette rigueur à nous sauvera.